

## Cadre africain de substitution aux programmes d'ajustement structurel : pour une reconversion des mentalités\*

### Préambule

Depuis le début de la crise économique actuelle en Afrique, le continent a été inondé de programmes de redressement économique « approuvés ». Ces derniers ont été principalement introduits par des institutions internationales qui ont pour tâche d'élaborer de tels programmes pour le compte des pays sous-développés en particulier. Depuis 1980, les plus courants de ces programmes sont les Programmes d'Ajustement structurel (PAS) en Afrique, financés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). À ce jour, ils ont été appliqués dans plus de trente pays africains. En outre, on peut noter l'existence des programmes FAO, « *L'Agriculture en Afrique : les 25 prochaines années (1986) et le Programme d'Action des Nations-Unies pour le Redressement Économique et le Développement d'Afrique 1986-1990 (PANUREDA)* ».

Au cours de la même période (1985) l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a adopté le *Programme Africain Prioritaire de Redressement Économique 1986-1990 (PPREA)*. Du point de vue de la réorientation des économies africaines et de l'analyse relative à cette dernière, le PPREA n'a apporté aucun impact en Afrique. Ceci n'est point surprenant puisque la majorité des pays africains avait déjà adopté des PAS et accepté des prêts à cet effet – les Emprunts d'Ajustement Structurel (EAS). Dans un tel contexte, le PPREA était politiquement vide, d'intellectuellement plat et financièrement non compétitif.

Au contraire, les programmes financés par les institutions internationales étaient bien côtés. Invariablement, ils jouissaient de la bénédiction des pays développés toujours sous-tendue par de grandes prétentions intellectuelles/techniques et bénéfiques financiers attrayants. Par conséquent et à des degrés divers, lorsqu'ils traitent avec l'Afrique en particulier, les bailleurs de fonds ont tendance à tenir pour acquis leurs présuppositions intellectuelles et idéologiques. On ne peut pas affirmer qu'ils adoptent une position identique et idéologique. On ne peut pas affirmer qu'ils adoptent une position

Archie Mafeje,  
University of Cairo

identique et figée mais qu'en ce qui concerne l'Afrique, le raisonnement intellectuel à l'origine de tout changement de position ne s'est effectué pendant très longtemps qu'au niveau interne des bailleurs de fonds. Aussi, les possibilités de « libertinage » scientifique, de paternalisme politique et de mystification idéologique étaient-elles illimitées.

En pratique, cela a conduit à une situation caractérisée par des changements politiques on ne peut plus arbitraires et des gouvernements à charge tels les régimes africains qui se retrouvent désemparés sans aucune explication scientifique précise. Par exemple, alors que la FAO recommandait la propriété foncière individuelle et une agriculture capitaliste dans les années 60 et 70 comme politique et base « scientifique » de développement, depuis 1979, date de la Conférence mondiale sur la Réforme agraire et le Développement rural (CMRADR), elle a mis l'accent sur le rôle des pauvres dans le développement agricole et la nécessité de réduire la pauvreté en milieu rural. C'est dans ce contexte qu'en 1981, elle publia un document de politique générale intitulé *La Charte du Paysan*. Ces changements de politiques significatifs furent perçus comme tels par la FAO. Pour les avoir vécus dans les années 80, l'auteur de cet article ne peut s'empêcher de se rappeler les critiques dont il fut l'objet lorsqu'en tant que jeune consultant, il recommanda en 1979 la même approche qui fut alors jugée comme étant « trop idéologique » par un des responsables de la FAO.

Quand en 1986, je lus *L'Agriculture en Afrique : les Prochaines 25 années*, je me rendis compte que la FAO était revenue à son point de départ. Dans une réponse écrite (Mafeje 1987), je voulus connaître les fondements scientifiques/théoriques de cette situation. Je savais qu'il n'en existait pas, car si tel était le cas, ils figure-

raient dans le document. Les Africains auraient eu le plaisir d'apprendre une nouvelle théorie scientifique relative aux mutations agraires, aux nouvelles méthodes d'attribution des facteurs de production, particulièrement la répartition des terres ou les régimes améliorés de propriété foncière en vue d'un développement futur. La seule conclusion susceptible d'être retenue dans ce manque de cohérence intellectuelle est qu'en dépit de l'objectivité dont la FAO peut faire preuve en ne poussant pas trop loin son orthodoxie néo-classique initiale, en Afrique, cette dernière ne lui a permis de produire ni une théorie cohérente des mutations agraires, ni des recommandations relatives à une politique foncière. Au contraire, elle fonctionne à partir de normes qui, bien qu'étant nobles en tant que telles, ne contribuent pas à une compréhension scientifique des problèmes de développement du continent africain. Les théories en vigueur doivent être retenues ou rejetées en fonction de leur pertinence et non pas tout simplement écartées pour faire plaisir à une personne.

Cette exigence répond parfaitement aux critères du positivisme scientifique, en effet, au cours des dix dernières années, la Banque Mondiale a pu jouir d'une domination intellectuelle apparente sur les autres institutions internationales de développement parcequ'elle s'enorgueillait d'avoir appliqué sans compromis, ses principes bien établis. En dépit du fait qu'à la fin des années 60 et au début des années 70, Robert Mc Namara ait flirté avec la théorie des « petits producteurs », les technocrates de la Banque Mondiale étaient théoriquement moins préoccupés par cela et étaient plutôt pressés de revenir aux théories économiques néo-classique pures. Plus tard, dans les années 70, à la faveur d'un changement des « gardes » de cette « forteresse », ils eurent l'occasion d'appliquer leurs théories. Les politiques de Mc Namara s'étaient soldées par un échec en Afrique et les économies africaines étaient désorganisées à cause de certaines aberrations économiques et d'une certaine faiblesse d'esprit ou sentimentalité internationale. Les nouvelles « instructions de route » furent annon-

cées dans le rapport Berg devenu maintenant célèbre ou décrié (selon la vision que l'on en a) intitulé « *Développement Accéléré de l'Afrique Sub-Saharienne : Un Programme d'Action* », Banque Mondiale, Washington D.C., 1981. Il n'est un secret pour personne que le rapport a eu un très grand impact mais généralement très négatif. Les gouvernements africains qui, l'année précédente, venaient juste d'adopter leur propre projet - le *Plan d'Action de Lagos* (1980), furent secoués. Ils ont publiquement refusé de souscrire au Rapport Berg car ils le considéraient comme étant en contradiction avec leurs propres politiques prioritaires telles que définies dans le *Plan d'Action de Lagos*.

Malgré la non-exécution du Plan d'Action de Lagos, les problèmes étaient clairs. Pour la Banque Mondiale, il fallait revenir à l'orthodoxie néoclassique en mettant l'accent, entre autres, sur les paysans capitalistes et l'agriculture d'exportation, l'élimination des contrôles de prix, la suppression des subventions à l'agriculture et aux produits alimentaires, la liquidation du secteur para-public en faveur du secteur privé et la réduction des dépenses publiques. D'autre part, les gouvernements africains savaient par expérience politique et en dehors de quelque orthodoxie particulièrement qu'il existait un nombre d'actions qu'ils ne pouvaient envisager. Les plus importantes de ces actions étaient celles relatives à la subvention des produits alimentaires consommés par des populations ayant généralement un niveau de revenus nettement inférieur au minimum requis et celles liées à la situation lamentable des petits producteurs dont la situation financière devenait si désespérée qu'en l'absence de soutien financier du gouvernement il n'y aurait que des pénuries alimentaires chroniques au sein des populations démunies en milieu rural et urbain avec des conséquences catastrophiques.

Dans la position adoptée par la plupart des gouvernements africains, il pourrait y avoir une forte dose de cynisme. Mais cela importe peu. Ce qui est plus important, c'est leur sens de la réalité ou de l'objectivité de la situation. S'il est vrai qu'initialement, ils avaient peur de compromettre leur propre survie en souscrivant publiquement au Rapport Berg, puisque leur capitulation individuelle aux PAS n'a eu aucune conséquence importante, la plupart de ces gouvernements ont pu être encouragés à faire fi du Plan

d'Action de Lagos. Cela est d'autant plus vrai qu'ils ont reçu des promesses concernant de nouveaux fonds devant être continuellement injectés sous forme d'EAS et furent assurés de réussir inévitablement un redressement économique, à condition d'accepter de se conformer aux règles du jeu. Que les pays qui ont adopté les EAS aient pu connaître un redressement économique ou non, il convient de noter pendant que le temps passe, des inquiétudes, pour ne pas dire des appréhensions inévitables au sein des gouvernements ayant adopté les programmes ainsi qu'au sein des institutions qui en sont les auteurs. Et ce d'autant plus que certains intellectuels et politologues africains avaient de tout temps affiché à cet égard un scepticisme voilé. Ce scepticisme a été pour la première fois examiné collectivement dans *La Déclaration de Khartoum sur la Dimension Humaine du Redressement Économique et du Développement de l'Afrique* (1988). Celle-ci n'étant en définitive ni plus, ni moins qu'une protestation, une faible protestation qui ne constituait réellement pas un défi scientifique face aux EAS. Les motivations étaient néanmoins suffisamment profondes pour ouvrir la voie à d'autres tours de négociations qui se sont avérés être les plus importantes jamais menées en Afrique depuis les indépendances. Nous voulons nommer ici le Programme africain de Substitution aux Programmes d'Ajustement Structurel (CARPAS).

### **Programme africain de substitution aux Programmes d'Ajustement structurel : portée intellectuelle et théorique**

En procédant à l'examen du CARPAS, on n'entend pas seulement rendre hommage aux artisans de l'œuvre de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA) sous la direction de son Secrétaire Exécutif le Professeur Adebayo Adedeji mais également la signaler à l'attention de l'intelligentsia africaine. Les représentants de l'OUA, les ministres africains de la planification économique et du développement et ceux des finances, ont permis aux politiciens et décideurs de prendre pleinement conscience de l'importance de ce document. En tant que programme de substitution, le document aura certainement besoin d'être mieux étudié et approfondi. Dans le cadre de la division du travail, cela incombe dans une grande mesure aux intellectuels africains. On se souviendra ici du rôle joué au cours des années 60 et au début des années 70

par les chercheurs, universitaires latino-américains sous l'impulsion de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL). Cela a, comme nous le savons, donné naissance à l'approche globale typiquement latino-américaine dont se sont cependant inspirés tous les chercheurs du tiers-monde dans leurs travaux en prouvant la faillibilité de la sagesse populaire en vigueur dans les pays du nord. Une approche n'a pas besoin d'être intégrale pour réussir de telles transformations. Il en était ainsi de l'approche dite de la *Dépendance*. Il suffit pour cela de montrer par une analyse systématique et une rigueur méthodologique, qu'en tenant compte des diverses théories actuelles omises, on pourrait déboucher sur une alternative. Autrement dit, le choix des critères d'analyse est tout aussi important que l'analyse elle-même. C'est précisément à notre avis ce qui a donné naissance au CARPAS.

### **Mise en cause de la Banque**

Dans son examen du Rapport de la Banque Mondiale intitulé « Ajustement Structurel et Croissance en Afrique dans les Années 80 » (1989), la CEA a accusé la Banque :

- (a) de manipuler les données statistiques pour renforcer des préjugés ;
  - (b) de recourir à une approche simpliste ne tenant pas compte de facteurs externes, des coûts sociaux des programmes d'ajustement structurel et des effets néfastes à longs termes des politiques d'ajustement recommandées ;
  - (c) de faire fi du rôle des flux de l'aide qui favorisaient les pays mettant en œuvre des PAS et pénalisant ceux qui n'en mettaient pas en œuvre ;
  - (d) de procéder à une classification arbitraire des pays de l'Afrique subsaharienne en trois catégories : ceux à politique d'ajustement structurel « rigoureuse », ceux à mesures d'ajustement structurel « souple » et ceux n'en adoptant aucune ;
  - (e) de libérer systématiquement les prix ; et
  - (f) de réduire les dépenses sociales publiques.
- (a) Les preuves présentées en ce qui concerne (a) dans un document intitulé « Statistiques et Politique » (1989), ont été accablantes. Utilisant des moyennes pondérées et 1980 comme repère plutôt que les moyen-

nes non pondérées utilisées par la banque et 1985 (une année exceptionnellement bonne) comme repère, la CEA a pu montrer que : « ...au cours de la période 1980-1987 les pays de l'Afrique sub-Saharienne aux programmes d'ajustement structurel les plus rigoureux ont enregistré le s plus mauvais résultats de tous, soit un taux de croissance annuelle moyen négatif de -0,53% contre un taux positif de 2% pour les pays aux programmes d'ajustement structurel souples et un taux positif relativement solide de 3,5% pour les autres pays de l'Afrique sub-Saharienne non dotés de programmes d'ajustement structurel ». Bien que la Banque Mondiale ait formellement cherché à trouver dans une grande mesure des excuses à ces omissions, elle n'a pas pu prouver dans sa réponse que ses conclusions n'étaient pas erronées. Le reste des points soulevés par la CEA portait sur une approche au développement lui-même. Bien qu'elle ait été tentée de présenter ses programmes comme étant des programmes de soutien et non des programmes de développement à long terme, la Banque a par la suite publié un rapport intitulé : « *Programme d'Ajustement destiné à éliminer la pauvreté et à favoriser la croissance en Afrique* » (1989) qui prétendait examiner tous les aspects sociaux et les problèmes d'équité soulevés par des organismes comme la CEA et l'UNICEF. Aussi, le défi lancé par le Programme africain de Substitution instauré par la CEA devrait-il aider à clarifier la question.

### Le Défi

Bien que la CEA ait souvent donné l'impression que ces commentaires critiques sur l'orthodoxie des programmes d'ajustement structurel n'étaient pas plus qu'une demande de modification des instruments et mesures politiques, en réalité ces critiques équivalaient à une réjection explicite de l'approche de la Banque Mondiale de donner l'impression qu'elle pourrait adopter une stratégie de développement « à visage humain » sans pour autant abandonner le principe de base de sa philosophie du développement était déroutante.

Si à l'instar de la CEA, les points ci-dessous avaient été considérés comme inacceptables :

- a. Réductions budgétaires drastiques notamment des dépenses, des sub-

ventions aux services sociaux et aux biens essentiels ;

- b. promotion exclusive des exportations traditionnelles grâce à des prix plus rémunérateurs pour les « commercialisables » seulement ;
- c. resserrement considérable et général du crédit ;
- d. dévaluation généralisée grâce à des marchés libres de devises, des ventes de devises aux enchères et des dépréciations monétaires importantes et fréquentes ;
- e. taux d'intérêts réels extrêmement élevés ;
- f. libéralisation totale des importations ;
- g. dépendance excessive à l'égard des marchés extérieurs afin d'assurer la vérité des prix dans des situations de marchés désorganisés et imparfaits ; et
- h. privatisation à outrance ;
- i. que resterait-il à la Banque Mondiale comme base de ses programmes ? En fait, la Banque Mondiale mène une politique de laissez-faire et implicitement s'en tient à la théorie obsolète selon laquelle la richesse finit par toucher les plus pauvres. La CEA au contraire, soutient le principe de l'intervention de l'État dans l'attribution des ressources et la répartition des revenus. Nous avons ainsi deux approches différentes du problème du développement et des mutations en Afrique.

À la lumière de cela, une des questions soulevées est de savoir si une le rejet de l'orthodoxie de la Banque Mondiale, équivaut à une remise en question des hypothèses néoclassiques et à une nouvelle contribution à la théorie du développement de l'Afrique. Cela pourrait ne pas être l'affaire de la CEA, mais celle de l'intelligentsia africaine en général. Toutefois, on peut supposer qu'il existe un lien entre les efforts intellectuels/scientifiques de la CEA et ceux des institutions académiques africaines. Si tel n'est pas le cas, comme on en doute, alors les implications sont véritablement graves. Par conséquent ; il serait utile de vérifier jusqu'à quel point, les prescriptions de la CEA au titre du CARPAS, tiennent compte du débat préalable qui a eu lieu dans les institutions académiques africaines.

En gros, le CARPAS recommande l'adoption d'une économie mixte. Cette notion fut à l'ordre du jour depuis le deuxième plan quinquennal indien au cours des années 50 et fut adoptée en Afrique après

les indépendances en tant que nécessité pour les mêmes raisons que celles avancées par la CEA. Deuxièmement, la question de la croissance équitable fut l'objet de débats acharnés dans les milieux académiques depuis la Déclaration d'Arusha. En fait, le débat fut initié à l'Université de Dar-es-Salaam pour s'étendre aux autres campus en Zambie, au Nigéria et au Kenya, vers la fin des années 70. Aussi, n'est-il pas étonnant que les EAS aient reçu une réponse extrêmement mitigée dans des pays tels la Tanzanie, la Zambie et le Nigéria. Troisièmement, le concept de développement « auto-centré » a fait l'objet d'une grande attention de la part des chercheurs africains aussi bien au plan national que régional entre 1968 et 1975, sous l'influence de la théorie Latino-américaine dite de la *Dépendance*. Quatrièmement, la question de la relation entre la demande extérieure et la demande intérieure avait déjà été soulevée, même si ce fut dans une moindre mesure, en relation avec l'opposition cultures de rentes – cultures vivrières. Cinquièmement, bien que n'étant pas du tout un domaine prioritaire depuis la fin des années 70, les limitations de la stratégie d'industrialisation de substitution aux importations en vue de la production de produits de première nécessité pour une consommation de masse, semblaient être adoptées.

Aussi, est-il étonnant de constater qu'après avoir brillamment critiqué les PAS de la Banque Mondiale, les experts de la CEA n'aient pas pu tirer profit des analyses préalablement effectuées par les chercheurs africains en vue de l'approfondir. Par exemple, au titre du CARPAS dans la section « Renforcement et Diversification des capacités Productives, tableau 5-2, figurent des références aux « réformes foncières » et au « développement des liens entre l'agriculture et l'industrie ». Le terme « réforme foncière » figure dans les politiques recommandées en Amérique Latine et en Asie. En Afrique, personne ne connaît exactement ce que ce terme signifie, sauf dans le cas des économies de colons en Afrique Australe. En Afrique sub-saharienne, on l'associait généralement à l'introduction de la propriété foncière individuelle et la technologie moderne. Mais ces deux indicateurs ont fait l'objet d'une révision approfondie, pas plus tard qu'au cours de la Troisième Consultation Gouvernementale pour le Suivi de la CMRADR, tenue à Addis-Abeba en Octobre 1989. Grâce à une recherche approfondie sur les systèmes de propriété foncière en Afrique sub-

saharienne, menée par pas plus de cinq chercheurs africains, la FAO ne se permet plus de parler vaguement de la « réforme foncière » en Afrique. Qu'en est-il en ce qui concerne la CEA ?

Deuxièmement, bien qu'il n'y ait aucun doute quant aux avantages d'une auto-suffisance alimentaire en Afrique, le rôle de l'agriculture n'est pas clairement défini en cas de changement positif de la situation surtout par rapport au fait que conventionnellement et historiquement, l'agriculture fut toujours considérée comme moyen d'acquisition de devises et comme source d'accumulation primitive de capitaux. L'agriculture africaine n'a pas forcément souffert du retard technologique. Selon des études FAO-PSC (1980, 1984) en Afrique, l'agriculture a atteint un niveau technologique intermédiaire mais son rendement continue à être équivalent à celui d'un bas niveau technologique. Pendant ce temps, en Afrique, on note des rapports faisant état de la dégradation du sol. Compte tenu de cette situation, est-il indiqué de présenter le développement des moyens technologiques en tant qu'approche allant de soi, comme la CEA semble vouloir suggérer ?

Cela nous amène au troisième point « développement des liens » entre l'agriculture et l'industrie. A cet égard, il se pourrait bien que l'enjeu ne soit pas l'ampleur des liens entre les deux, mais plutôt le type de liens. On s'est plaint que la substitution de l'industrialisation aux importations a conduit à un décalage entre l'utilisation des ressources et la demande intérieure et que l'agriculture avait été utilisée sans bénéfices transformationnels. De même, un des griefs portés contre les PAS est qu'ils s'apposent au processus d'industrialisation. Ainsi, la question est de savoir quelle sera la relation entre l'agriculture et l'industrie au stade de l'accumulation primitive et quelle sera la dynamique du lien entre ces deux composantes en tenant particulièrement compte des exigences de « l'auto-suffisance » et de la rareté des devises ? L'intéressante idée émise par la CEA proposant une diversification des cultures d'exportation grâce à une diversification de ses produits renvoie à la notion d'« agro-industrie » pas forcément destinée à l'exportation. Voilà des questions pour lesquelles les décideurs ont besoin d'orientations allant au-delà des clichés économiques habituels.

Eu égard à sa notion de développement « axé sur l'homme » le CARPAS fait

preuve de fermeté dans la section intitulée « *Structure des Dépenses consacrées à la Satisfaction des Besoins* ». En accordant la primauté à la satisfaction des besoins sociaux essentiels, à l'investissement dans les ressources humaines ainsi qu'à l'élévation du niveau de vie de la majorité de la population, le CARPAS a réussi à battre en brèche l'approche de la Banque Mondiale. Néanmoins, il semblerait que l'accent mis sur la consommation accrue ne soit pas accompagné de moyens et mesures politiques énergiques en vue d'un développement de la production. Dans les recommandations au titre de « *l'Accroissement du Niveau du Revenu et de son Mode de Répartition* », la préoccupation majeure est de savoir comment augmenter les revenus de l'État. Bien qu'on mentionne souvent l'« investissement productif » des revenus ainsi assurés, cela n'est pas effectivement spécifié et aucun type d'investissement à long terme clairement défini ne figure dans cette section. Il est vrai que dans la section précédente intitulée « *Renforcement et Diversification de la Capacité Productive* », une priorité est accordée à l'agriculture, essentiellement du point de vue de l'auto-suffisance alimentaire et de la création d'emplois. Cela nous amène à faire face à une stratégie de développement orientée dans une large mesure vers la consommation. Les mêmes commentaires pourraient être valables en ce qui concerne la séparation des services sociaux de la production et le fait de les considérer comme étant une tâche purement bureaucratique.

Il semblerait que quelle que soit la situation en Afrique au cours des prochaines années, la « diversification de la capacité productive » devrait dépasser les préoccupations habituelles en ce qui concerne la diversification des cultures et devrait faire face au problème de diversification de la production dans un cadre économique global. Par exemple, est-ce que l'agriculture va toujours être considérée à moyen terme comme secteur prioritaire malgré la faible valeur ajoutée de ses produits et le manque considérable d'élasticité du marché ? On pourrait apporter une réponse à cette question, en tenant compte du rôle des ressources minières du continent au cours des développements futurs. Ce facteur n'a pas fait l'objet d'une grande attention et aucune mention n'en est faite dans le « CARPAS ». Pourtant, on ne saurait sous-estimer la valeur stratégique des ressources minières dans un monde en cours d'industrialisa-

tion rapide ni les possibilités qu'elles offrent dans l'industrialisation au plan régional. On ne doit pas oublier que ce sont de telles richesses qui ont permis l'existence de pays telle l'Afrique du Sud. Parmi les pays africains qui utilisent effectivement les minéraux, on peut citer le Botswana et on espère que la Namibie suivra cet exemple. Mais qu'en est-il du reste des richesses minières de l'Afrique ? On ne peut s'empêcher de penser que le « CARPAS » aurait pu véritablement se pencher d'avantage sur les perspectives et stratégies d'industrialisation de l'Afrique telle une alternative à une simple industrialisation de substitution à l'importation.

Enfin, nous allons aborder la section sur « *l'Aide Institutionnelle pour l'Ajustement avec Transformation* ». Ce point porte sur le développement agricole et les transformations. Le cadre de référence utilisé est assez conventionnel – facilités de crédits, services de vulgarisation, mobilisation des petits producteurs (les femmes en particulier), participation des populations, ONG, auto-assistance et promotion des industries familiales. Toutes ces activités sont regroupées dans le concept de développement rural intégré, qui a récemment eu du crédit. Mais la question est de savoir ce qui est transformable dans cela ? Il est à noter qu'au plan historique, cela concernait une transformation d'un groupe d'institutions donné en un autre ou le changement d'un niveau de développement technologique à un autre. En Afrique sub-saharienne, les institutions rurales reposent sur une base familiale ou communautaire. Les partisans de la modernisation, la Banque Mondiale incluse, conçoivent les transformations comme un mouvement de démarcation par rapport à de telles institutions vers des formes de propriété et de production beaucoup plus individuelles et privées. Au plan technologique ils assimilent cela à l'adoption d'équipements et de techniques de production occidentaux. Ces hypothèses ont donné lieu à des controverses dans l'Afrique contemporaine.

Aussi, aurait-il été utile d'avoir des précisions dans le CARPAS quant aux types de transformations auxquels ses auteurs se référaient. Les allusions faites au « processus accéléré de réalisation d'une révolution verte en Afrique », ne dissiperont pas les craintes les plus désespérées de certains experts africains, compte tenu de l'expérience asiatique et celle de pays africains tel le Nigéria. Si c'est l'industrialisation de l'agriculture qui est envisagée,

alors cela ne sera pas possible sans une industrialisation fondamentale des économies africaines elles-mêmes. Par conséquent, ce sont des conseils portant sur les étapes intermédiaires qui sont davantage nécessaires. Il existe assez d'idées et de résultats de recherches disponibles à cette fin. En fait, certaines preuves pourraient provenir de la CEA. Quand ils ont pu établir que les pays ayant adopté « un ajustement souple et, ceux n'ayant adopté aucun, ont enregistré les meilleurs résultats pendant la crise des années 80, ils auraient pu dégager des indications à partir de ces expériences en vue de formuler des politiques exécutables à l'avenir. Quels sont les types d'ajustement qui ont permis à ses pays de survivre à la crise ?

### Conclusion

Du point de vue de la psychologie de l'acquisition du savoir, il est d'une importance historique que la CEA ait pu lancer son défi. Ce qui est davantage significatif

au plan psychologique, est le fait que ces experts aient pu exprimer par écrit ce qu'ils savaient déjà ou ce qui était déjà connu à cause d'un fait : la conviction implicite de l'infailibilité des organismes extérieurs telle que la Banque Mondiale. Le simple fait d'avoir découvert que les données statistiques de la Banque Mondiale étaient erronées, leur a permis de prendre confiance et de donner libre cours à des connaissances authentiques, intellectuelles jusque là étouffées. Préalablement à cela, cette même suprématie intellectuelle d'organismes extérieurs pourrait avoir été à l'origine de la dépréciation du capital intellectuel interne. Sinon, comment peut-on expliquer le fait que les recommandations du CARPAS ne reposent pas sur un fondement scientifique conforme au niveau intellectuel de l'Afrique ?

Néanmoins, il convient de reconnaître encore une fois que le CARPAS est une saisissante critique de PAS et aura ainsi contribué à la création d'un nouvel envi-

ronnement politique en Afrique. Il n'est pas parvenu à identifier une alternative pouvant être opposée au cadre inapproprié de la Banque Mondiale ; cela devrait être perçu par les chercheurs africains comme étant une invite à combler toute lacune à cet égard. Il est rare qu'un cadre holistique puisse connaître un développement uniforme suite à une seule tentative. Surtout que la tentation de verser dans les réformismes est plus que jamais réelle, particulièrement quand on tient compte des indicateurs sociaux en tant que partie intégrante des modèles de développement qui sont par convention « économiques ». Cette approche politico-économique adoptée dans le CARPAS est tombée en désuétude, depuis un certain temps ou est considérée comme « gauchiste ». Puisqu'à présent, il n'est plus question d'être préoccupé par quelque gauchiste que ce soit, il serait temps d'essayer de nouveaux modèles tout en évacuant les préjugés occidentaux habituels.

\* *Bulletin du CODESRIA*, numéro 2, 1990 (p. 12-15).